



Qualiconsult®

Rapport Initial de Contrôle Technique

DCE version 2

Annule et remplace le RICT DCE version 1 du 09/05/2022

Construction d'un Centre de Santé Mentale ETS PUBLIC DE SANTE MENTALE DE CAEN

rué des cerisiers
14210 EVRECY

N° d'affaire	Date rapport	Chrono affaire
227142100500	19/05/2022	3

Chargé(e) d'affaire
Paul MAERTENS

SOMMAIRE

1. Renseignements généraux	3
1.1 Affaire	3
1.2 Maîtrise d'Ouvrage	3
1.3 Maîtrise d'œuvre	3
1.4 Mission(s) de contrôle technique retenue(s) par le Maître d'Ouvrage	4
.....	4
2. Renseignements particuliers	5
2.1 Description sommaire de l'opération	5
2.2 Constitution et Classements	5
3. Documents reçus	6
4. Documents à transmettre à Qualiconsult	8
4.1 Avant la signature des marchés	8
4.2 Pendant la phase travaux et jusqu'à l'établissement du rapport final de contrôle technique	8
5. Remarques préliminaires	9
5.1 Avant la signature des marchés	9
5.2 Après la signature des marchés	9
5.3 Emploi de Techniques Non Courantes	9
5.4 Avant la fin des travaux (en cas de mission « PV »)	10
5.5 Limite de mission	11
5.6 Diffusion des documents produits par QUALICONCONSULT	11
6. Nature et présentation des avis	12
6.1 Avis favorables dans le cadre de la mission de QUALICONCONSULT	12
6.2 Avis suspendus ou défavorables	12
6.3 Formulation des avis	12
6.4 Commentaires « QC+ »	12
7. Récapitulatif des avis défavorables	14
8. Récapitulatif des avis suspendus	15
9. Commentaires QC+	17

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Affaire

Désignation	Construction d'un Centre de Santé Mentale				
Adresse	rue des cerisiers 14210 EVRECY				
Montant prévu des travaux (HT)	Communiqué	Date prévisionnelle de début de chantier	09/2022	Durée prévisionnelle de chantier	12

Permis de construire	A fournir	N° PC01425722R0010
Récépissé de dépôt :	Fourni	Daté du 15/04/2022

1.2 Maîtrise d'Ouvrage

	Coordonnées	Diffusion
Maître d'Ouvrage	ETS PUBLIC DE SANTE MENTALE DE CAEN - M. Pascal GODEL 15 T RUE SAINT OUEN BP 60223 14012 CAEN CEDEX 1 Téléphone : +33 (0)2 31 30 50 07 Email : pascal.godel@epsm-caen.fr	Oui

1.3 Maîtrise d'œuvre

	Coordonnées	Diffusion
Architecte	CABINET BOISROUX ARCHITECTES ASSOCIES 14 Impasse Amiral Troude BP 109 50100 CHERBOURG-EN-COTENTIN Téléphone : 02 33 87 58 00 Email : contact@abarchi.net	Oui

1.4 Mission(s) de contrôle technique retenue(s) par le Maître d'Ouvrage

<input checked="" type="checkbox"/>	L	Solidité des ouvrages et équipements indissociables
<input checked="" type="checkbox"/>	LP	Solidité des ouvrages et équipements dissociables et indissociables (L+PI)
<input checked="" type="checkbox"/>	PS	Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions neuves
<input type="checkbox"/>	PSE	Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes
<input type="checkbox"/>	LE	Solidité des existants
<input type="checkbox"/>	AV	Stabilité des avoisinants
<input type="checkbox"/>	SH	Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation
<input checked="" type="checkbox"/>	SEI	Sécurité des personnes dans les ERP-IGH
<input type="checkbox"/>	STI	Sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels
<input checked="" type="checkbox"/>	TH	Isolation thermique et économies d'énergie
<input type="checkbox"/>	PHH	Isolation acoustique des bâtiments d'habitation
<input checked="" type="checkbox"/>	PHA	Isolation acoustique des bâtiments autres qu'habitation
<input type="checkbox"/>	F	Fonctionnement des installations
<input checked="" type="checkbox"/>	HAND	Accessibilité des handicapés
<input type="checkbox"/>	BRD	Transports des brancards
<input type="checkbox"/>	GTB	Gestion technique du bâtiment
<input type="checkbox"/>	HYSH	Hygiène et santé dans les bâtiments d'habitation
<input type="checkbox"/>	HYSA	Hygiène et santé dans les bâtiments autres qu'habitation
<input type="checkbox"/>	ENV	Environnement - ICPE (complément mission S)
<input type="checkbox"/>	CO	Coordination des missions de contrôle

Les missions de vérifications et d'attestations éventuellement souscrites par le Maître de l'Ouvrage font l'objet de rapports distincts de ceux relatifs aux présentes missions de contrôle technique relevant de la norme NF P 03-100.

1.5 Auteurs du rapport

Le présent rapport est validé par les vérificateurs mentionnés dans la liste ci-dessous :

- Paul MAERTENS, vérificateur qualifié en SI-2-C confirmé + SI-2-D confirmé
- Jonathan NEEL, vérificateur qualifié en EL-2-ERP confirmé

2. RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

2.1 Description sommaire de l'opération

Construction d'un centre de santé mentale comprenant des bureaux de consultation et salles d'activités liés à l'accueil du public, ainsi que des espaces non-accessibles au public et dédiés aux salariés de l'établissement ainsi qu'une équipe mobile. Il n'y a pas d'hébergement ou de public alité dans le cadre du présent projet. L'établissement est un ERP de 5ème catégorie avec des activités de type W;

2.2 Constitution et Classements

- Etablissement(s) Recevant du Public**

CMP	
Activité Principale	PE
Activité(s) Secondaire(s)	Néant
Catégorie	Catégorie 5
Origine classement	Maître d'Ouvrage / Exploitant
IGH	Non
IOP	Non
Description sommaire de l'établissement	<p>L'établissement occupe la totalité du bâtiment. Il est classé en ERP de catégorie 5. Situé à Evrecy, il est accessible par 1 accès constitués par une voie publique ou/et privée. Isolement par rapport aux tiers par une aire de plus de 8m. Il dispose de une façade accessible desservies par une voie engins. Le bâtiment est de construction traditionnelle élévation briques béton, couverture bac acier, étanchéité.</p> <p>Solution pour l'évacuation des personnes en situation d'handicap (GN8 applicable à l'ERP) : EAS à préciser</p> <p>L'établissement dispose de bureaux, salles d'activité, d'une cuisine pédagogique de moins de 20kw, d'un office de moins de 20kW, d'un espace restaurant.</p> <p>Il dispose des installations techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> · Installations de chauffage : <ul style="list-style-type: none"> o Production de chaleur par chaufferie gaz · Installations de ventilation de confort et de VMC · Installations d'eau chaude sanitaire par chaufferie gaz · Installations de gaz combustibles en chaufferie · Installations de désenfumage naturel des escaliers · Moyens de secours : <ul style="list-style-type: none"> o Appareils mobiles et Moyens divers o Plans d'intervention et/ou d'évacuation o Alarme de type 4
Nature et étendue de la mission	SEI complète
Nature et étendue des vérifications	Ensemble de l'opération

3. DOCUMENTS REÇUS

Architecte

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
	-	-	CCTP LOTS ARCHITECTE	-	04/2022
Plan	-	-	EVRECY - CHU EPSM 2022 DCE - Feuille - DCE 5 - Coupes - Détails	-	04/2022
	-	-	EVRECY - CHU EPSM 2022 DCE - Feuille - DCE 4 - Façades	-	04/2022
	-	-	EVRECY - CHU EPSM 2022 DCE - Feuille - DCE 3 - R+1	-	04/2022
	-	-	EVRECY - CHU EPSM 2022 DCE - Feuille - DCE 2 - RDC	-	04/2022
	-	-	EVRECY - CHU EPSM 2022 DCE - Feuille - DCE 1 - Plan de masse	-	04/2022
Autre	-	-	Notice de sécurité incendie	-	15/04/2022

BET CVC – PB

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
	-	-	23518_EVRECY_CCTP PRO_LOT 14	-	28/04/2022
	-	-	23518_EVRECY_PLAN LOT 14_22-04- 28-CVP0	-	28/04/2022
	-	-	23518_EVRECY_PLAN LOT 14_22-04- 28-CVP1	-	28/04/2022
	-	-	23518_EVRECY_PLAN MASSE_PRO_22-04-28-M	-	28/04/2022

BET Electricité

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
	-	-	23518_EVRECY_CCTP PRO_LOT 13	-	28/04/2022
	-	-	23518_EVRECY_PLAN LOT 13_22-04- 28-EL1	-	28/04/2022
	-	-	23518_EVRECY_PLAN LOT 13_22-04- 28-EL0	-	28/04/2022

BET Géotechniques

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
CCTP	-	DRN2.M.8010-2	Etude Géotechnique	-	09/05/2022

BET Gros Oeuvre

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
--	--------	-------------	---------	-----	------

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
	-	-	Etude Structure	-	05/04/2022

BET Thermique

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
	-	-	BILAN RECAPITULATIF Thermique	-	20/04/2022
	-	-	Etude Thermique	-	20/04/2022

4. DOCUMENTS À TRANSMETTRE À QUALICONSULT

4.1 Avant la signature des marchés

- Plans architecte modifiés, s'il y a lieu
- Descriptifs modifiés, s'il y a lieu

Et plus généralement tout document permettant à Qualiconsult d'avoir la connaissance complète du dossier soumis à son examen.

4.2 Pendant la phase travaux et jusqu'à l'établissement du rapport final de contrôle technique

Pendant la phase travaux, Qualiconsult doit se voir communiquer tout document graphique, fiche technique, rapport d'essai et autre justificatif lui permettant d'émettre ses avis. Ces documents doivent être adressés au plus tard 2 semaines avant exécution des ouvrages concernés.

5. REMARQUES PRÉLIMINAIRES

5.1 Avant la signature des marchés

Toute modification apportée au dossier de consultation des entreprises postérieurement à notre examen et avant signature des marchés, devra être portée à notre connaissance, pour avis.

La responsabilité de QUALICONSULT ne saurait être engagée au niveau de la conception du projet sur des éléments ou prestations modifiés sans son accord.

5.2 Après la signature des marchés

Tout changement par rapport aux documents de base ainsi que sur les matériaux prévus initialement, devra nous être signalé, de manière à ce que nous puissions donner notre avis sur les nouvelles dispositions.

Chaque entrepreneur est tenu d'effectuer un contrôle interne tel que prévu par la Loi 78-12 du 4 janvier 1978 et portant principalement sur la qualité des matériaux et leur mise en œuvre pendant les diverses phases d'exécution du chantier.

Les résultats de ces autocontrôles devront être communiqués à QUALICONSULT au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

5.3 Emploi de Techniques Non Courantes

Le Maître d'œuvre et les entreprises doivent **systématiquement informer au préalable** QUALICONSULT de tout procédé relevant d'une **Technique Non Courante** qu'ils entendent prescrire ou mettre en œuvre (respectivement).

Les Techniques Non Courantes regroupent de manière générale les travaux non décrits par des textes officiels, ou relevant :

- de Règles Professionnelles non acceptées par la C2P ;
- d'un Avis Technique (ATec) ou de Document Technique d'Application (DTA) faisant l'objet d'une mise en observation par la C2P ;
- d'une Enquête de Technique Nouvelle (ETN) ou d'un avis de faisabilité (« avis de chantier ») ;
- d'un Pass'Innovation ;
- d'un ATE non complété par un DTA ;
- d'aucune évaluation technique.

QUALICONSULT rappelle qu'une évaluation d'aptitude à l'emploi du procédé prévu est nécessaire afin de constituer un référentiel nous permettant d'exercer notre mission de contrôle technique construction consistant à vérifier la compatibilité de l'emploi de tels procédés avec la mise en œuvre prévue pour l'opération. Cette évaluation ne relève pas de la mission de contrôle technique qui a été confiée à QUALICONSULT. A défaut de transmission de cette évaluation avant l'exécution des travaux, QUALICONSULT serait dans l'obligation d'émettre un avis Défavorable sur l'ouvrage employant ce procédé.

En tout état de cause l'emploi de procédé relevant de Techniques Non Courantes devra faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de l'ensemble des assureurs de l'opération (DO, RCD des constructeurs,...) ainsi que celui du Maître d'Ouvrage; ces derniers pourront assujettir leur accord à des conditions spéciales de souscriptions d'assurance.

5.4 Avant la fin des travaux (en cas de mission « PV »)

Les entreprises devront procéder aux vérifications finales avant réception sur les installations techniques du bâtiment pour s'assurer de leur bon fonctionnement dans les conditions normales d'utilisation selon les modèles des attestations d'essais de fonctionnement édités par l'Agence Qualité Construction (AQC). Dans le cadre de notre mission PV, les entreprises concernées devront nous adresser leurs attestations d'essais de fonctionnement selon le modèle disponible sur le site internet de l'AQC.

Les installations potentiellement concernées sont les suivantes :

- les installations électriques de logements ou de services généraux ;
- les réseaux d'eau intérieure aux bâtiments ;
- les évacuations d'eau intérieures et extérieures aux bâtiments ;
- les portiers électroniques ;
- la ventilation mécanique contrôlée simple flux et double flux ;
- les installations de chauffage ;
- les portes et portails automatiques pour véhicules et piétons ;
- les protections solaires mobiles motorisées ;
- les volets motorisés, battants, coulissants et roulants ;
- production et distribution de l'eau chaude sanitaire ;
- réseaux de communication VDI.

A défaut d'un modèle disponible, les anciens "PV COPREC" (publiés par le document technique COPREC CONSTRUCTION n°1 d'octobre 1998, Moniteur du 06/11/1998, cahier spécial n°4954) seront recevables dans le cadre de la présente mission pour les installations suivantes :

- les ascenseurs, ascenseurs de charge ;
- les escaliers mécaniques, trottoirs roulants ;
- les réseaux de distribution collective de radiodiffusion ;
- le conditionnement d'air ;
- les fluides médicaux.

5.5 Limite de mission

- Le présent rapport ne traite que de la ou des mission(s) de contrôle technique souscrite(s) par le Maître de l'Ouvrage et entrant dans le champ d'application de la norme NF P 03-100
- A contrario, il ne traite pas d'autres missions non visées par la norme telles que :
 - la vérification des installations électriques avant mise sous tension en vue de la délivrance de l'attestation de conformité par le CONSUEL ;
 - la vérification initiale des installations électriques imposée par décret du Ministère du Travail ;
 - toute mission de vérification exhaustive donnant lieu à attestation finale ;
 - toute mission d'audit ou de diagnostic
- Si le Maître de l'Ouvrage a souscrit une ou plusieurs des missions précédentes avec le GROUPE QUALICONCONSULT, c'est au titre de contrats distincts de celui de contrôle technique.

5.6 Diffusion des documents produits par QUALICONCONSULT

- Le présent rapport est adressé au Maître de l'Ouvrage par email ainsi qu'aux destinataires en copie (voir renseignements généraux).
- Les avis de la phase exécution seront adressés par mail à l'ensemble des destinataires. Nota : il appartient au Maître d'Ouvrage de transmettre copie de ces avis aux intervenants qui ne nous auraient pas communiqué d'adresse mail.
- Le rapport final sera diffusé de la même manière que le rapport initial.

6. NATURE ET PRÉSENTATION DES AVIS

Les avis de QUALICONCONSULT sont présentés sous forme de tableaux comportant 3 colonnes :

Corps d'état		
Identification du point de contrôle	Libellé de l'avis	Référence du(es) document(s) examiné(s)

6.1 Avis favorables dans le cadre de la mission de QUALICONCONSULT

A l'exception de ceux relatifs au § 6.2 ci-après, les avis de QUALICONCONSULT sur les documents répertoriés au chapitre 3 sont **FAVORABLES**.

6.2 Avis suspendus ou défavorables

Le cas échéant :

- Les avis défavorables sont explicités au chapitre 7.
- Les avis suspendus au sens de l'article 4.2.8 de la NF P 03-100 sur les documents répertoriés au chapitre 3 sont explicités au chapitre 8 du présent rapport.

6.3 Formulation des avis

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

F : Avis Favorable

Les dispositions prévues dans les documents examinés n'appellent pas de remarque. Cet avis, formulé dans la limite des précisions fournies par ces documents, pourra être confirmé ou infirmé en fonction des éléments remis lors des phases ultérieures.

S : Avis Suspendu

Les dispositions prévues dans les documents examinés sont insuffisamment définies. Il y aura lieu de fournir les précisions complémentaires demandées dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux, faute de quoi cet avis deviendra défavorable.

D : Avis Défavorable

Les dispositions prévues dans les documents examinés présentent un risque anormal vis-à-vis de la pérennité de l'ouvrage ou sont incompatibles avec les référentiels concernés (Règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes)

SO : Sans Objet

Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné. Cet avis est notamment formulé en sécurité des personnes, pour les réaménagements de bâtiments existants pour les parties de l'établissement non modifiées par les travaux

HM : Hors Mission

L'examen des dispositions prévues dans les documents ne relève pas des missions qui nous ont été confiées. Cet examen peut, le cas échéant, faire l'objet de prestations complémentaires.

6.4 Commentaires « QC+ »

Dans l'exercice de son rôle de conseil au Maître de l'Ouvrage, QUALICONCONSULT peut émettre des commentaires n'entrant pas dans le cadre des avis suspendus ou défavorables : ces commentaires ont pour objet d'éclairer ce dernier sur des thèmes tels que :

- l'optimisation du projet ;
- d'éventuelles sujétions de mise en œuvre ;
- d'éventuels aléas susceptibles de survenir en cours d'exploitation ;
- et plus généralement toute piste d'amélioration ou de meilleure adéquation du projet au programme.

7. RÉCAPITULATIF DES AVIS DÉFAVORABLES

Chauffage Ventilation Plomberie Climatisation

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS DÉFAVORABLE	REFERENCE
ACCESSIBILITÉ HANDICAPÉS ERP		
WC PMR	"La distance entre l'axe de la cuvette et la barre d'appui est comprise entre 0,40 m et 0,45 m". A revoir dans le CCTP	CCTP lot 14

8. RÉCAPITULATIF DES AVIS SUSPENDUS

Architecte

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Dégagements - zone bureau entretien / tri / bureau 04	La zone est en cul de sac de plus de 10m. Nous préciser le dégagement sur l'extérieur	Plans RDC
Dégagements - zone Salle d'attente HDJ	La zone est en cul de sac de plus de 10m. Nous préciser le dégagement sur l'extérieur	Plans RDC
EAS	Nous préciser les EAS	Plans
Escaliers	Les largeurs des escaliers sont à préciser	Plans
Permis de construire	Le retour des services de prévention suite au dépôt du permis de construire est à nous transmettre	Tous documents
SOLIDITÉ		
Règles de calcul	Nous rappelons que l'ouvrage est un ERP. Les calculs aux eurocodes sont nécessaires. Non spécifié dans le CCTP	CCTP

Gros Oeuvre Maçonnerie

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
SOLIDITÉ		
Joint de dilatation	Un joint de dilatation est présent au RDC, mais il n'est pas visible à l'étage. A préciser	Plans
Rupteurs thermiques	Les autocontrôles de bonne pose des rupteurs thermiques seront à nous transmettre	CCTP, étude thermique
	Le plan de préconisation de pose du fournisseurs sera à nous transmettre	CCTP
THERMIQUE RÉGLEMENTAIRE		
Etude thermique	Les prescriptions de l'étude thermique sont à prendre en compte	Tous documents

Etanchéité

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
THERMIQUE RÉGLEMENTAIRE		
Etude thermique	Les prescriptions de l'étude thermique sont à prendre en compte	Tous documents

Façades

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
SOLIDITÉ		
Mur rideau	Les plans devront faire apparaître les dispositions de drainage des eaux	Tous documents

Menuiseries extérieures Vitrierie

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
THERMIQUE RÉGLEMENTAIRE		
Etude thermique	Les prescriptions de l'étude thermique sont à prendre en compte	Tous documents

Serrurerie

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
ACCESSIBILITÉ HANDICAPÉS ERP		
Main-courantes	Des prolongements horizontaux des main-courantes sont à prévoir	Plans

Plâtrerie

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
THERMIQUE RÈGLEMENTAIRE		
Etude thermique	Les prescriptions de l'étude thermique sont à prendre en compte	Tous documents

Chauffage Ventilation Plomberie Climatisation

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Réseau gaz	Le plan du réseau gaz est à nous transmettre, depuis le poste de livraison jusqu'au local d'utilisation	Tous documents

Electricité

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Alarme incendie	Le dispositif de protection de l'arme incendie ne doit pas être coupé par l'arrêt d'urgence général électrique.	CCTP
Canalisations électriques	Les canalisations électriques de type CR1 seront séparés des autres câbles.	CCTP
EAS	Les EAS doivent être équipés d'un éclairage de sécurité de type ambiance, ainsi qu'un éclairage de sécurité de type DBR pour l'indication de ceux-ci.	CCTP + Plans
Locaux aveugles	Selon l'Article R4223-10 du Code du Travail, les locaux dit « aveugles » non équipés de détection, devront être munis de dispositifs de commande équipé de voyant lumineux.	CCTP + Plans
Textes réglementaires	<ul style="list-style-type: none"> - Le décret du 14 novembre 1988 a été abrogé et remplacé par le Décret n° 2010-1017 du 30 août 2010 : relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage entreprenant la construction ou l'aménagement de bâtiments destinés à recevoir des travailleurs en matière de conception et de réalisation des installations électriques. - Les installations électrique devront être réalisées selon les réglementations en vigueur et notamment (liste non exhaustive): <ul style="list-style-type: none"> > Les Normes AFNOR et UTE en vigueur. > L'Arrêté du 14 décembre 2011 relatif au éclairage de sécurité. 	CCTP

SSI

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Flashes lumineux d'alarme	Les flashes lumineux doivent être mis en œuvre dans l'ensemble des locaux où des personnes peuvent être isolées. Non visible dans l'ensemble des WC (y compiles non PMR).	Plans électricité

9. COMMENTAIRES QC+

Electricité

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS QC+	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Dossier technique	Le dossier d'exécution complet devra nous être transmis avant le commencement des travaux puis à jour pour la visite finale comprenant l'ensemble des documents adéquats selon les travaux à réaliser (Notes de calcul, schéma unifilaire, plans d'implantation divers, et les fiches techniques de l'appareillage et du matériel,...).	CCTP